# Edmond Ganter, « Long débat sur l’institut de physique nucléaire », *Le Courrier* (1er juin 1953)

[fr] Edmond Ganter rend compte du long débat tenu au Grand Conseil genevois à propos d’une initiative communiste visant à interdire l’installation d’un institut de physique nucléaire dans le canton, futur CERN. Les députés communistes dénoncent l’origine américaine du projet, les risques militaires, une atteinte à la neutralité suisse, ainsi que les incertitudes techniques et financières. La majorité réplique que l’institut, soutenu par onze nations européennes, a un caractère purement scientifique et pacifique, qu’il renforcera la recherche médicale et qu’il n’est en rien comparable à des usines militaires. Les discussions, parfois houleuses, se concluent par le rejet de l’initiative et la décision de soumettre la question au vote populaire.

[de] Edmond Ganter berichtet ausführlich über die Debatte des Grossen Rates von Genf über eine kommunistische Initiative, die die Errichtung eines Instituts für Kernphysik im Kanton – des späteren CERN – verbieten wollte. Die kommunistischen Abgeordneten kritisieren den amerikanischen Ursprung des Projekts, mögliche militärische Nutzung, eine Verletzung der Schweizer Neutralität sowie technische und finanzielle Unsicherheiten. Die Mehrheit entgegnet, das von elf europäischen Nationen unterstützte Institut habe rein wissenschaftlichen und friedlichen Charakter, werde die medizinische Forschung stärken und sei keineswegs mit militärischen Anlagen vergleichbar. Die teils hitzige Diskussion endet mit der Ablehnung der Initiative und der Entscheidung, die Frage dem Volk zur Abstimmung vorzulegen.

[it] Edmond Ganter riferisce del lungo dibattito tenutosi nel Gran Consiglio ginevrino su un’iniziativa comunista volta a vietare l’installazione di un istituto di fisica nucleare nel cantone, il futuro CERN. I deputati comunisti denunciano l’origine americana del progetto, i rischi militari, un attentato alla neutralità svizzera, oltre a incertezze tecniche e finanziarie. La maggioranza replica che l’istituto, sostenuto da undici nazioni europee, ha carattere puramente scientifico e pacifico, rafforzerà la ricerca medica e non è paragonabile a impianti militari. Le discussioni, a tratti accese, si concludono con il rigetto dell’iniziativa e con la decisione di sottoporre la questione al voto popolare.

[en] Edmond Ganter reports on the long debate in the Geneva Grand Council over a communist initiative to ban the establishment of a nuclear physics institute in the canton, the future CERN. Communist deputies denounced the project’s American origin, military risks, an attack on Swiss neutrality, as well as technical and financial uncertainties. The majority countered that the institute, supported by eleven European nations, was purely scientific and peaceful in nature, would strengthen medical research, and was in no way comparable to military facilities. The sometimes heated discussions ended with the rejection of the initiative and the decision to submit the matter to a popular vote.

Un interminable débat s’engage alors sur le préavis à donner à l’initiative communiste prohibant l’établissement de tout institut de physique nucléaire dans le canton de Genève. Dès la première heure du débat, chacun se rend compte que les communistes sont décidés à retarder dans la mesure du possible le vote, en se livrant à une constante obstruction. Les mêmes arguments sont repris sans fin.

Afin de clarifier un débat qui ne le fut guère, nous donnons ici les principales objections communistes, d’après le rapport de la minorité :

*L’origine du projet est américaine. C’est le savant américain I. Rabi, prix Nobel, qui a lancé l’idée, en juin 1950, à la Conférence générale de l’Unesco, d’unifier les recherches européennes dans le domaine de la physique nucléaire. Des conférences préliminaires ont eu lieu à Paris en décembre 1951, à Genève en février 1952 et des sessions du Conseil européen à Paris en mai 1952, à Copenhague en juin 1952, à Amsterdam en octobre 1952.*

*On assure que toutes les recherches seront publiques, mais comme des savants de différentes nationalités travailleront dans ce laboratoire, rien ne permet d’affirmer que cet engagement de publicité sera tenu, chaque savant pouvant parfaitement faire bénéficier son pays d’origine des découvertes avant que celles-ci soient devenues publiques.*

*On assure que les recherches seront essentiellement de nature pacifique et scientifique, excluant toute préparation à la guerre. Cependant, il va de soi que si les chercheurs découvrent un nouveau matériau fissile qui puisse remplacer l’uranium, cette découverte serait de nature à donner au pays qui en bénéficierait le premier (éventuellement par une indiscrétion de savant) une suprématie très nette d’une certaine durée.*

*Une découverte soi-disant pacifique peut être transformée très rapidement pour des applications militaires. C’est en quatre ans qu’après la découverte des savants atomistes a été construite la première bombe atomique.*

*Aucune comparaison n’est possible avec l’école de chimie ou de physique dont l’équipement extrêmement modeste ne peut être mis sur le même plan que l’équipement ultramoderne du futur laboratoire.*

*Le problème se pose très sérieusement de savoir si la Suisse, étant donné sa politique de neutralité, peut hospitaliser un institut de cette espèce.*

*On assure avec insistance que des institutions internationales diverses ont exprimé la même inquiétude (en particulier des milieux du CICR).*

*Du point de vue de la recherche médicale, l’institut en question ne présentera qu’un intérêt très minime puisqu’il ne possédera pas de pile atomique permettant de fabriquer des isotopes.*

*Aucune explication satisfaisante n’a été donnée à la commission sur la consommation d’énergie électrique, la provenance de cette énergie, la construction des conduites d’apport d’énergie ni les conditions d’utilisation de cette énergie.*

*Il n’a été donné à la commission aucune explication satisfaisante sur les eaux de refroidissement ; seront-elles pompées au Rhône, au lac, dans l’Allondon ou dans la nappe souterraine ? On ne le sait. Qui fera les frais d’installation ? On ne le sait pas davantage.*

M. Vincent (com.) commente longuement ces diverses objections, après avoir accusé le Bureau d’avoir commis une irrégularité en omettant dans le titre du rapport de la minorité le mot « international. Ce sont seulement des instituts internationaux que nous refusons », dit-il.

Le président, à l’aide d’une feuille de l’initiative, n’a pas de peine à prouver que ce mot ne figure pas dans le titre officiel de cette dernière.

M. Revaclier (rad.) critique l’emplacement choisi, qui désorganisera les exploitations des agriculteurs contraints de céder du terrain. « Pourquoi ce centre n’a-t-il pas été établi plus près de Verbois ? »

« Il n’y a aucune commune mesure, déclare M. Dutoit (rad.), rapporteur de la majorité, entre une usine destinée à fabriquer des bombes atomiques et l’institut projeté. Il importe de ne pas laisser circuler cette légende absurde. Il n’y aura à Meyrin qu’une centaine de personnes occupées dans les laboratoires, alors que les usines atomiques des grandes puissances en mobilisent des milliers. La première usine militaire créée en Amérique occupe 1000 km² et non 30, comme prévu à Genève. Dans la nouvelle usine, deux instruments d’expérimentation seront en fonction. Comment les savants appelés à les utiliser pourraient-ils cacher à leurs collègues leurs éventuelles découvertes ? C’est enfantin, M. Vincent ! Il y a des gens qui utilisent les progrès de la science à des fins militaires, mais est-ce une raison pour arrêter toutes les études scientifiques ? On cherche à minimiser la portée médicale des recherches qui seront faites à Genève. Les plus grands spécialistes nous disent au contraire que ces recherches permettront de soulager, à l’aide de nouvelles méthodes, les maux de l’humanité. Les motifs communistes sont essentiellement politiques. Ne nous laissons pas “bluffer” par de tels arguments. »

« Ce laboratoire, dit M. Picot, conseiller d’État, sera très utile à notre institut de physique. Quel besoin l’OTAN aurait-il de ces machines, puisqu’il dispose aux États-Unis d’un équipement infiniment plus puissant ? Cet institut n’a rien d’américain. Il sera créé par 11 nations européennes qui en assumeront les frais, sauf les terrains offerts par Genève. Nous sommes au début du développement d’une science importante. Il importe qu’elle puisse se développer. Une expérience médicale étonnante a été faite récemment à l’hôpital de Genève, montrant l’utilité de ce genre de recherches pour sauver certains malades. Ce que nous dénonçons comme un malheur, c’est ce “stop” que les communistes imposent à la science. »

M. Trüb (com.) aimerait avoir des précisions sur le prix des installations accessoires.

« Si l’on a choisi Genève, reprend M. Nicole (nicoléen), c’est pour couvrir ce nouvel établissement du manteau de notre neutralité. C’est tout particulièrement dangereux en ces temps de tension internationale. »

M. Ducommun (com.) : « On laisse croire que les communistes sont ennemis de la science. C’est faux. (Murmures.) Les écoles manquent pour les enfants, Picot, et vous allouez des crédits à une institution dont les découvertes pourront être utilisées sur le plan militaire. »

M. Picot, conseiller d’État : « Ne critiquez pas l’enseignement. Nous avons 150 instituteurs de plus qu’il y a quelques années ! Tant que les conventions ne sont pas signées, il n’est pas possible d’avancer des chiffres. Ces Messieurs du Parti du Travail font de leur opposition une question de principe. Ils la maintiendraient même si l’institut ne coûtait pas un sou à Genève. Ils ont la hantise américaine. L’URSS gardait, après l’armistice, une armée de plusieurs millions d’hommes sous les drapeaux, alors que les États-Unis démobilisaient… (Tumulte.) Nous sommes pour la paix. La science doit être un facteur de paix ! » (Applaudissements.)

M. Trüb : « M. Picot n’a pas répondu à mes questions ! »

(Des voix) : « Assez ! »

M. Trüb se fâche et crie… Il s’ingénie à prouver que tout n’est que scandales et insuffisances dans la République. On se demande pourquoi il ne transporte pas ses pénates en URSS où, comme nul ne l’ignore, « tout n’est qu’ordre, beauté, luxe, calme et volupté… »

M. Poncet (n. d.) constate l’incohérence du débat et en demande la clôture. Cette clôture est acceptée.

M. Dafflon (com.), encore inscrit sur la liste des orateurs, annonce une très longue intervention. Les bancs nationaux se vident.

M. Trüb déclare au Bureau que le débat pourrait se prolonger jusqu’à 15 heures.

Il s’entend répondre : « Si vous voulez ! »

Mais les communistes se lassent et demandent par l’organe de M. de Felice (com.) que le débat soit repris au commencement de la séance de l’après-midi.

Les partis nationaux tiennent bon et cette proposition est refusée par 41 voix contre 24.

M. Nicole : « M. Picot, vous avez engagé Genève dans une triste aventure. »

M. Vincent reprend encore une fois tous les arguments déjà développés.

« La Russie pourrait faire partie du nouvel institut, remarque M. Deonna (n.d.). Pourquoi ne donne-t-elle pas son adhésion ? »

M. Vincent : « Là n’est pas la question. La neutralité suisse n’est qu’un paravent qui vous sert à préparer la guerre ! » (Vives protestations.)

M. Picot remet les choses au point avec précision : « Vos affirmations, dit-il aux communistes, sont sujettes à caution. Vous avez dit : Slansky est un héros. Puis vous avez dit : Slansky est une vipère lubrique. En affirmant que l’institut aura des buts militaires, vous proférez un mensonge. »

Puis le Conseil, à une substantielle majorité, décide de demander au peuple de repousser l’initiative communiste.

Il est 12 h 45.